l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
9décembre 1976

No 581

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Parisien Libéré

Après le baroud d'honneur

Les dirigeants PCF-CGT négocient les licenciements

L'intervention des flics au «Parisien Libéré» a soulevé une légitime indignation et 50 000 personnes ont manifesté lundi soir de la République à l'Opéra.

Dans de nombreuses entreprises et un peu partout en France, les masses populaires ont à faire face et ripostent à la répression bourgeoise.

Si à l'occasion du «Parisien», les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT ont appelé à la grève des ouvriers de la presse et du livre, aux débrayages dans les autres secteurs et à la manifestation, encore faut-il avoir de quoi il s'agit. Ils avaient dit que si la flicaille intervenait au «Parisien», aussitôt tous les travailleurs du livre et de la presse se mettraient en grève.

En somme, on allait voir ce qu'on allait voir ! Les trompettes de Marchais-Séguy battaient le rappel.

Quand les révisionnistes crient si fort c'est qu'ils ont quelque chose à cacher. Aussi après avoir isolé dès le début les travailleurs du «Parisien» des autres travailleurs en lutte, ils n'allaient pas arrêter le sabotage en chemin mais au contraire prévoir un enterrement de 1e classe.

Pour essayer d'en tirer le maximum de profit politique ils ont organisé le baroud d'honneur ; il fallait bien essayer de faire croire qu'ils «font quelque chose».

Au cours de la manifestation de lundi soir, ils ont essayé de récupérer le mécontentement populaire en essayant à tout prix de faire passer leur camelote du «Programme commun» et de s'en servir comme d'un moyen de pression sur la clique au pouvoir ; leur objectif étant de prendre leur relève. Leurs mots d'ordre ne suscitaient nullement l'enthousiasme des travailleurs présents, car beaucoup pressentaient à juste titre, qu'il y avait anguille sous roche.

En effet, la grève de la presse ne devait pas durer plus de 48 h et dès mardi les bonzes révisionnistes de la Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL) appelaient à la reprise du travail du fait qu'ils allaient négocier !

Pour endormir les travailleurs, ils ajoutaient — à propos du médiateur désigné par le gouvernement — que «si le gouvernement lui en donne la possibilité, (il) pourrait rapprocher les 2 parties».

Ce qui veut dire en clair que pour eux, négociation égale collaboration de classe. Ce même médiateur déclarait d'ailleurs : «Je sais que je trouverai des interlocuteurs désireux d'aboutir à des solutions réalistes et constructives, et d'y aboutir vite».

Il ne pouvait mieux dire puisque les 5 revendications présentées par la direction CGT ne remettent nullement en cause qu'il y ait des licenciements. *(suite p.3)*

Procès des étudiants à Rennes

SUCCES DE LA MOBILISATION

Mardi, à Rennes, la bourgeoisie avait décidé de frapper dur contre les 25 étudiants de Nantes, contre tout le mouvement étudiant. Tout le monde en était bien convaincu et c'est bien pourquoi le Parquet avait fait appel.

Mettre en vigueur la loi anti-casseurs et, avec elle, prévenir et étouffer un nouveau mouvement du type de celui d'avant l'été, tel était le but.

C'est que la bourgeoisie ne peut supporter que les étudiants sortent de leurs facs, manifestent seuls (sans l'encadrement des organisations «sérieuses» style UNEF révisionniste ou trostkiste ou des appareils syndicaux chapeautés par les Séguy, Maire et Cie), aillent voir les ouvriers, les paysans (sans même demander la permission des UD ou UL compétentes !).

Bref, la bourgeoisie ne peut supporter que les étudiants rejettent et combattent le capitalisme !

Mais voilà que ce plan a plutôt l'air de capoter !

Des mouvements du type de celui d'avant l'été, il en éclate dans les lycées, les CET et il en couve un peu partout !

Cet été, juste après le mouvement, c'était peut-être un peu trop chaud pour frapper dur, mais maintenant c'est plutôt brûlant !

Et la mobilisation pour ce procès en appel a été importante : il y avait 1 500 personnes devant le palais de justice, surtout des jeunes dont beaucoup d'élèves de lycées et CET.

Ce n'est pas rien, surtout quand tout a été fait, de la droite à la «gauche», pour l'empêcher.

De plus, la matraque, en période électorale (et il s'en est ouvert une belle !) c'est plus difficile à manier : ça n'est pas forcément bon pour l'image de marque et dans les différents clans bourgeois qui se disputent, si tout le monde est bien d'accord pour en user, il y a peut-être des divergences quant au moment et à la manière !

Tout cela fait qu'à Rennes, la justice bourgeoise a eu quelques hésitations. Pendant que 1 500 manifestants défilaient dans les rues et devant le palais aux cris de «Levée immédiate des inculpations !», «A bas la loi anti-casseurs !», etc. le procureur a trouvé qu'en fin de compte les étudiants n'étaient pas condamnables au titre de l'alinéa 1 de la loi anti-casseurs qui vise «les actions concertées à force ouverte» et en vertu duquel ils ont été inculpés !

Cela ne l'a pas empêché de requérir une peine de prison avec sursis, car cette loi a un alinéa 2 et les étudiants, qui ont vu des dégradations (parcmètres par exemple) sont coupables d'être malgré cela restés dans la manifestation !!!

Dans ces conditions, le tribunal s'est donné un délai de réflexion : ces gens n'aiment sans doute pas les bruits de manifestation et ils ont besoin de prendre quelques avis «autorisés» !

Le jugement sera rendu le 20. Aussi, vigilance et mobilisation doivent être maintenues.

Généraliser la délation de masse

Une circulaire de la gendarmerie de Florange

Le ministre de l'Intérieur, au moment de l'affaire des soi-disant «brigades rouges» de Grenoble, avait déclaré, que l'appel à la délation avait un «caractère exceptionnel». Personne, bien entendu, ne l'avait cru. D'abord, parce que les appels à la délation venant de l'appareil de répression ne sont pas choses nouvelles.

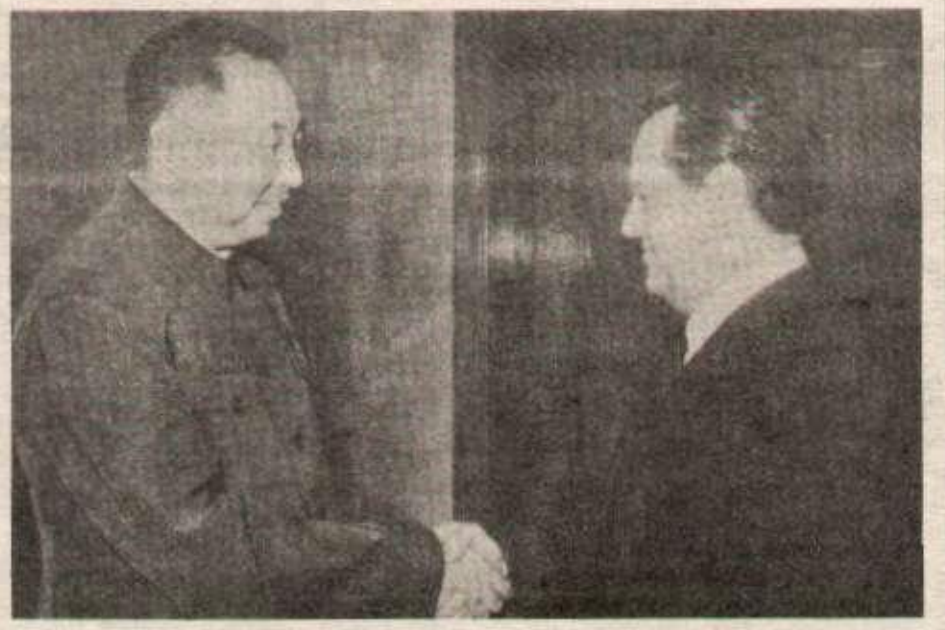
Ensuite, parce que la situation politique, économique, et sociale du pays étant de plus en plus instable, avec l'approfondissement de la crise, il est clair que la bourgeoisie monopoliste tente par tous les moyens d'étendre son contrôle à tous les secteurs de la vie du pays.

Et, dans ce travail d'encadrement des masses, ont sait que la gendarmerie a un rôle bien privilégié, et que ce rôle tend à croitre actuellement.

La photocopie d'une circulaire de la gendarmerie de Florange dans l'Est que nous a transmis notre correspondant, est une preuve de plus du développement de cette pratique de l'appel à la délation par la population. Bien sûr, dans cette circulaire, le prétexte invoqué est la délinquance et la criminalité.

(Suite p.3)

ENTREVUE CHALEUREUSE ENTRE HOUA KOUO-FENG ET JACQUES JURQUET



Dans notre édition d'hier, nous avons publié la dépêche de l'agence Chine nouvelle, relatant l'entrevue entre le camarade Houa Kouo-feng, Président du Comité central et de la Commission militaire du CC du PCC, avec la délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par notre camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre quotidien. Nous venons de recevoir de l'agence Chine nouvelle la photo de cet évènement.

Azanie

Trois cents arrestations en deux jours au Cap

Près de 300 personnes ont été arrêtées en 2 jours dans les cités africaines du Cap, au cours d'une opération de police.

Les quelque 600 policiers «anti-émeute» qui ont fouillé maison par maison les cités de Nyanga et Guguletu, à la recherche de «suspects», ont arrêté 120 personnes vendredi, selon un porte parole de la police.

177 personnes avaient été arrêtées jeudi, et 30 autres retenues pour interrogatoire.

Selon la police, parmi les Africains arrêtés figurent des soi-disant «voleurs, trafiquants de drogue, des pillards, des criminels et les meneurs des derniers évènements».

Plusieurs hommes, femmes et jeunes gens, arrêtés jeudi, ont déjà été présentés devant un tribunal et ont été inculpés.

Cette opération de police a fait suite à une reprise des manifestations contre l'apartheid dans les cités africaines du Cap, au cours desquelles 2 jeunes Noirs ont été tués par des policiers mercredi.

Ainsi, le régime raciste d'Afrique du sud continue de plus belle la répression féroce contre la population qui lutte pour l'indépendance et la liberté. Mais, comme les manifestations récentes l'ont montré, rien, pas même la répression la plus barbare, ne pourra empêcher le peuple azanien d'atteindre, par la lutte armée, les objectifs qu'il s'est fixés.

le monde en marche

Non à la venue de Brejnev en France

L'URSS, chef de file de la course aux armements

Dans le contexte de la rivalité qui l'oppose à ses rivaux américains pour l'hégémonie mondiale, l'URSS est aujourd'hui en position offensive.

Elle mène massivement la course aux armements et ses préparatifs de guerre se développent à un rythme sans précédent. Ses dépenses militaires en témoignent avec éloquence : en 14 ans, de 1960 à 1974, leur augmentation annuelle à été en moyenne de 10 %. Le potentiel militaire soviétique de 1974 est presque le quadruple de celui de 1960.

Il dépasse désormais celui des États-Unis et se situe plus haut que celui de tous les autres pays.

Les troupes russes en service actif ont vu leurs effectifs passer de quelques 3 millions dans les années 1960 à 4,2 millions aujourd'hui, soit le double des effectifs des troupes US en service actif.

En quelques années, L'URSS a mis en vigueur une nouvelle loi sur la conscription, adopté un train de mesures pour accroitre ses troupes de réserve et renforcé son système de mobilisation.

Au cours des 13 dernières années, son stock de missiles balistiques intercontinentaux s'est accru de 22 fois et 7 fois plus vite qu'aux USA. Pour ce qui est des armes conventionnelles, les soviétiques ont aussi devancé les USA.

Ils ont dépensé plus d'argent qu'eux pour accroitre leur flotte de guerre et travaillent fiévreusement, de leur propre aveu, pour développer leur «potentiel d'attaque dans les Océans lointains».

Si le tonnage total de la flotte de guerre de l'URSS est encore inférieur à celui des USA, le nombre l'emporte sur celui de ses rivaux.

L'URSS a moins de bombardiers à long rayon d'action, mais davantage de chasseurs. Ses forces terrestres sont mieux équipées et elles possèdent quatre fois plus de tanks. Elle a établi des bases militaires dans plusieurs parties du monde et se livre en Europe, à des manœuvres répétées, basées sur l'offensive et non sur la défensive.

Ces préparatifs fébriles ont d'ores et déjà éveillé l'inquiétude des peuples du monde. Si ce n'était pour déclencher une nouvelle guerre mondiale, pourquoi donc l'URSS aurait-elle accru les effectifs de ses troupes au point qu'ils excèdent les besoins de sa défense de plus d'un million d'hommes ?

Pourquoi accroit-elle toujours plus ses dépenses militaires en dépit de ses graves difficultés intérieures ?

Est-il bien nécessaire aux besoins de sa défense de faire étalage de sa force armée à des milliers de kilomètres de son territoire, comme en Angola, par exemple ?

Voilà des questions que les peuples se posent avec de plus en plus de sérieux et leur vigilance grandit face aux ambitions ouvertement affichées par Moscou.

Manoeuvres du social-impérialisme russe aux frontières de l'Europe occidentale.

Tunisie

POUR LE PAIN, LA DEMOCRATIE ET LA DIGNITE NATIONALE

Les Comités d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (1) d'Angers, Grenoble, Lyon, Nantes, Paris, Toulouse, de l'Algérie, d'Allemagne et de la Suisse, réunis les 27 et 28 novembre 1976 à Lyon, à l'occasion de leur 3e réunion de coordination annuelle, se sont penchés sur l'approfondissement de l'analyse de la situation sociale et politique qui prévaut actuellement en Tunisie, sur les luttes populaires, ainsi que sur les diverses formes de répression dont sont victimes les différentes couches sociales : ouvriers, paysans, artisans, étudiants et intellectuels. Ils déclarent à cette occasion :

«La crise économique qui secoue les pays impérialistes n'a pas manqué, en effet, de se répercuter gravement sur le pays. Le régime destourien au pouvoir a montré encore une fois son incapacité à résoudre les problèmes posés par le déficit croissant, l'inflation et le chômage. Face à cette situation, nous assistons à une montée de luttes populaires revendiquant le droit au pain, à la démocratie et la dignité nationale. Ce qui a contribué à l'aggravation des luttes intestines qui secouent le régime et qui ne visent, ni plus ni moins, qu'à préparer la succession de Bourguiba.

FAUSSE «OUVERTURE»..

Cette conjonction d'événements pousse le régime à amorcer une pseudo «ouverture» visant à récupérer le mécontentement généralisé dans l'ensemble du pays. Ce fut l'appel à la tenue d'un congrès extraordinaire de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET), sous l'égide d'une commission fantôche, niant l'existance de la direction nationale et légitime du mouvement étudiant (Comité universitaire provisoire de l'UGET) et par là les revendications des étudiants depuis 1972, et en libérant 20 détenus politiques dont les peines arrivaient à terme, dans quelques mois au plus.

Le pouvoir destourien antidémocratique espérait par cette opération de charme, obtenir un peu de répit à l'université et la paix sociale.

En espérant en vain, mettre fin par cette manœuvre aux revendications du mouvement étudiant, le régime veut, en fait, diriger sa répression contre les forces qui menacent directement ses options économiques compradores.

En effet, les nombreuses grèves ouvrières et paysannes accompagnées d'une intensification des luttes démocratiques (motions des intellectuels, manifestations des parents des prisonniers politiques, campagnes d'Amnesty International...), ne manquent pas de menacer gravement le pouvoir destourien et son «image de marque» à l'étranger. Le régime voulant camouffer la tenue du procès d'opinion et le recours aux tribunaux d'exception qui attirent trop l'attention sur ses pratiques antipopulaires, il préfère présenter les grévistes et les militants syndicalistes comme criminels de droit commun.

... ET NOUVELLES ATTEINTES AUX LIBERTÉS

Les derniers événements affirment cette politique : le procès des 11 mineurs de Jérissa, le 22 octobre 1976, à des peines allant jusqu'à 11 ans de prison ferme.

Tout aussi significatifs sont les actes d'intimidation policière menés à l'encontre de Maitre Raffi, pour avoir pris la défense de militants accusés de délit d'opinion, Maitre Raffi se voit aujourd'hui poursuivi pour «atteinte à agent».

D'autre part, 22 militants du Front progressite pour la libération de la Tunisie ont été condamnés à leur tour, le 11/11/76, à des peines allant jusqu'à 11 ans de prison ferme.

Les comités ont exprimé la volonté d'élargir leur travail d'information et de défense afin de contrecarrer les manœuvres du régime visant à assimiler les militants democrates et syndicalistes à des criminels.

Les comités ont, en outre, décidé de favoriser l'information sur les diverses formes de répression visant les ouvriers et les paysans entre autre, souvent licenciés, intimidés ainsi que leurs familles.

D'autre part, les comités se sont penchés sur les conditions de détention des prisonniers politiques dont l'état de santé ne cesse de se détériorer (maladie des nerfs, des reins, tuberculose, ulcère...) sans qu'aucun secours leur soit donné, et ils attirent l'attention de la presse internationale sur la gravité de leur situation.

Après avoir insisté sur l'urgence de mobiliser l'opinion démocratique, tunisienne et internationale contre ces conditions inhumaines de détention, décident de mener des campagnes pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Tunisie et pour exiger l'amnistie générale immédiate et inconditionnelle de tous les détenus politiques...».

Lyon, le 28 novembre 1976.

(1) J. Gattegno BP 397 75025 Paris Cédex 01

Cuba

Castro part en guerre contre l'OPEP

Quand on se range sous la houlette du social-impérialisme russe, il faut en payer le prix. C'est ainsi que Castro se fait le porte-parole des intérêts de Moscou, tournés contre le tiers monde. Dans un récent discours à la Havane, prononcé sur fond de parade militaire hérissée d'armements russes, Castro a entrepris de diviser le tiers monde en s'attaquant aux pays de l'OPEP qualifiés de «réactionnaires». C'est au nom des pays du tiers monde qui ne possèdent pas de matières premières que Fidel Castro a prétendu parler.

Son pays est pourtant producteur d'une matière première, la canne à sucre, qui représente 80 % de ses exportations et dont la baisse régulière du prix sur le plan mondial est le fruit des manœuvres des deux superpuissances, de l'URSS comme des USA.

Récemment le président vénézuélien a clairement répondu à cette entreprise réactionnaire directement téléguidée de Moscou qui, comme ses rivaux américains, préfère importer du pétrole du tiers monde à vil prix plutôt que d'épuiser ses propres gisements. Il a notamment affirmé à la tribune de l'ONU que «le pétrole était l'arme de tout le tiers monde, au service de l'ensemble de ses intérêts».

Argentine

Grève aux usines Renault

Les 12 000 ouvriers des usines Renault installées en Argentine, à Cordoba, sont en grève depuis plusieurs jours. Ils exigent notamment une augmentation de 12 000 pesos (240 F) uniforme pour tout le personnel, sans hiérarchisation.

Les salaires de base de ce secteur ont augmenté de seulement 15 % alors que la hausse du coût de la vie atteint 178 % en 8 mois.

Ils suivent aussi l'exemple de leurs camarades de chez Fiat où la grève dure depuis 8 jours malgré la brutale intervention de la police qui a expulsé les grévistes qui occupaient deux des usines. 40 d'entre eux ont été licenciés et des sanctions sont annoncées à l'encontre de plusieurs autres.

L'Argentine est un Eldorado pour tous les trusts internationaux de l'automobile puisque GMC, Chrysler, Ford, Peugeot, Citroen, Mercédès y ont chacun installé leurs usines.

Ces grèves courageuses se développent bien que, depuis mars 1976, date du coup d'État qui a mis le général Videla au pouvoir, la grève soit interdite dans le pays en vertu de la loi sur la «sécurité individuelle».

nouvelles intérieures

Dans les casernes

NOUVELLE VAGUE DE REPRESSION

La bourgeoisie vient à nouveau de réprimer des appelés, cette fois dans des unités appartenant à la 11e brigade, stationnées en Allemagne (en particulier dans des régiments à Landau, Newstadt, Kaarlsruhe).

De telles mesures avaient déjà été prises il y a quelque temps dans des unités de la région de Grenoble-Lyon ; et dans les deux cas, elles sont intervenues au moment où les comités de soldats existant dans les casernes essayaient de coordonner leur action régionalement.

Pour ce qui est des unités appartenant aux forces françaises en Allemagne (FFA), la hiérarchie militaire n'a pas en particulier, digéré que soit élaboré et publié un cahier de revendications. Le dernier réglement de discipline générale, version corrigée par Y.Bourges, ministre de la Défense, réglement fascisant, l'interdit aux appelés.

MARCHE ET TAIS-TOI !

La bourgeoisie veut une armée à sa botte, dans laquelle les appelés et les engagés marchent et se taisent ; elle souhaiterait une armée utilisable en toutes circonstances, en tous lieux, pour la défense de ses intérêts, une armée capable de réprimer dans le sang toute lutte révolutionnaire (la police et les CRS, la gendarmerie mobile expédiant – avec quelques bavures il faut le dire – les affaires courantes... du moins pour l'instant !). Et ces toutes récentes mesures de répression doivent être rapprochées des mesures de réorganisation prises aussi bien dans la police, la gendarmerie que l'armée proprement dite (ilotage, échange du renseignement, quadrillage intérieur...), des projets de lois qui ont été récemment adoptés à l'Assemblée Nationale (ils doivent encore être «discutés» et adoptés au Sénat, ce qui ne constitue pas, assurément, un bien grand obstacle !), du renforcement constant de l'armée de métier et de l'élimination du contingent, ..., sans compter un certain nombre d'autres projets qui sommeillent provisoirement, mais dont nous entendrons sûrement parler bientôt. Pour maintenir son exploitation, la bourgeoisie est obligée d'affiner son système de répression.

La répression actuelle doit donc être dénoncée et combattue avec vigueur

PAS DE CONCILIATION AVEC LES POSITIONS RÉVISIONNISTES

Mais cette lutte à mener contre la bourgeoisie doit être aussi pour nous l'occasion de réaffirmer nos conceptions sur le travail qui concerne l'armée, nos positions sur les comités de soldats. En effet, si nous pouvons être d'accord avec un certain nombre de revendications avancées – en général – par ces comités (il est en particulier positif que ces comités d'Allemagne reprennent la revendication de dissolution des unités de métier, qu'ils avancent celle de dissolution de la sécurité militaire...,etc.), nous ne pouvons pour autant être d'accord avec toutes (en particulier sur la réduction du service militaire à 6 mois...), et plus généralement, être d'accord avec la ligne politique qui sous-tend l'action de ces comités. En général (car il existe une assez grande diversité dans les comités à l'heure actuelle) la ligne économiste qu'ils développent, leur soutien ouvert ou inavoué à l'Union de la «gauche» contribue à entretenir des illusions parmi les appelés quant à la nature de l'armée bourgeoise et à son attitude en cas de luttes à caractère révolutionnaire d'une part, et d'autre part quant à la véritable nature des dirigeants de l'Union de la Gauche, et du faux parti communiste français, ainsi que sur les résultats à attendre de leur arrivée au gouvernement. Ils soutiennent aussi les soi-disants pays «socialistes» et l'URSS et ne dénoncent pour la plupart que l'impérialisme US. C'est là masquer la nature social-fasciste des gouvernements de ces pays et la nature impérialiste de l'État des nouveaux tsars. C'est de plus empêcher notre peuple de comprendre les préparatifs pour le repartage du monde que le social-impérialisme soviétique voudrait à son profit (comme en témoignent le Liban et l'Angola, pour ce qui est des conflits récents), repartage dont le point clé est l'Europe.

C'est laisser les travailleurs de notre pays désarmés face à l'inévitabilité des guerres inter-impérialistes.

La ligne de ces comités de soldats est donc en fait une ligne de conciliation avec le révisionnisme. Elle ne peut que désarmer politiquement et idéologiquement le peuple dans les grandes luttes révolutionnaires à venir, et quelqu'en soit les circonstances : que la révolution précède la guerre impérialiste ou qu'elle éclate après et dans ce cas qu'elle prenne d'abord la forme d'une guerre révolutionnaire, de libération nationale. Nous devons donc avec la quasi totalité des appelés trompés par de telles positions poursuivre la discussion et les amener sur de justes positions de classe.

L'indispensable combat contre la répression que nous devons mener n'en aura que plus d'impact.

De notre correspondant.

Parisien Libéré

Les révisionnistes et la police comme cul et chemise

Dans un No spécial de «La vie ouvrière» de la CGT, sorti alors que les autres journaux étaient en grève, les bonzes révisionnistes se sont servis de l'occasion pour faire de la propagande sur leurs amis flics.

Rappelons que s'ils crient bien fort qu'ils condamnent l'intervention policière, à côté de ça, ils font des meetings (tel à Ivry) pour appeler à la multiplication des commissariats de police pour «protéger la population».

Dans ce No de la «VO», on peut lire page 2, dans le paragraphe intitulé :« Les policiers aussi » : *«Sous la banderole de la Fédération CGT de la police, on est optimiste : 3 adhésions à la CGT ont été réalisées dimanche parmi les policiers de garde devant le «Parisien Libéré»*!

Dans un tract des flics CGT il est dit : «Le gouvernement utilise la police pour des intérêts particuliers alors qu'elle doit être au service de la collectivité nationale, sans considération de classe». La police au-dessus des classes, quelle grossière mystification, pour essayer de camoufler leurs manœuvres politiques ! La fausse gauche au pouvoir se servira tout autant des flics pour préserver la dictature du capital.

Les dirigeants PCF-CGT négocient les licenciements

(suite de la p.une)

Il s'agit : «d'évaluer en commun le personnel nécessaire à la confection du «Parisien libéré»... d'établir un plan de recensement économique pour le personnel non réembauché afin qu'il bénéficie des indemnités de chômage garantissant 90 % du salaire...»

Voilà une preuve, s'il en était encore besoin, que la prétendue solidarité des révisionnistes en organisant grève et manif, n'avait nullement pour objectif de mobiliser les masses contre tout licenciement et contre la répression mais de servir leurs visées électoralistes.

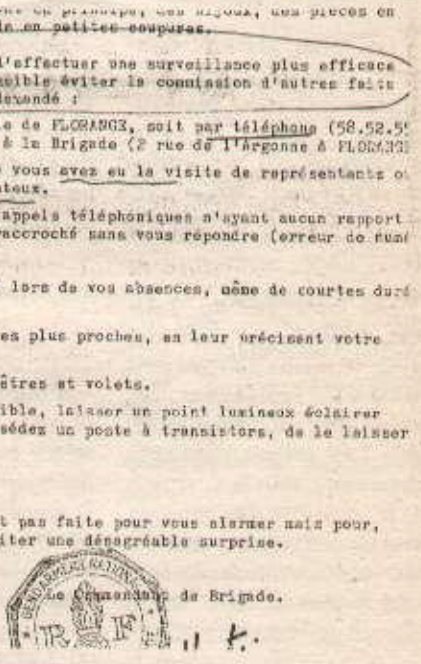
On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

GENERALISER LA DELATION DE MASSE

suite de la p.1

Cela n'a rien de bien nouveau. On sait que dans les périodes où les affrontements de classe se font de plus en plus nombreux, et de façon de plus en plus organisée, la propagande bourgeoise essaie toujours d'assimiler les ouvriers et travailleurs révolutionnaires à de vulgaires bandits.

Tout cet arsenal de mesures de la bourgeoisie et son appareil d'État sont à replacer entièrement dans le cadre de cette préparation psychologique à la répression politique de masse. Ne pas combattre ces préparatifs répressifs, c'est permettre demain le développement de telles mesures à grande échelle, non contre la «criminalité», mais contre les luttes de classe des masses populaires.



[illegible] objets [illegible] sont en principe, des bijoux, des pièces en or et de l'argent liquide en petites coupures.

Pour nous permettre d'effectuer une surveillance plus efficace et dans la mesure du possible éviter la commission d'autres faits analogues, il vous est demandé :

- d'aviser la Gendarmerie de FLORANGE, soit par téléphone (58.52.5[illegible] soit en vous présentant à la Brigade (2 rue de l'Argonne à FLORANGE)
- si dans le mois écoulé vous avez eu la visite de représentants ou personnes paraissant douteux,
- si vous avez reçu des appels téléphoniques n'ayant aucun rapport avec vous ou si l'on a raccroché sans vous répondre (erreur de numéro etc ...).

Il vous est conseillé lors de vos absences, même de courtes durée (plus d'une heure) :

- d'aviser vos voisins les plus proches, en leur précisant votre temps d'absence,
- de fermer, portes, fenêtres et volets,
- dans la mesure du possible, laisser un point lumineux éclairer une pièce et si vous possédez un poste à transistors, de le laisser fonctionner.

Cette circulaire n'est pas faite pour vous alarmer mais pour, nous l'espérons, vous éviter une désagréable surprise.

Le Commandant de Brigade.

A propos de Pradel, ancien maire de Lyon

LA NEUTRALITE N'EXISTE PAS !

Le journal régional «Le Progrès» a une fois de plus (à l'occasion de la mort du maire de cette ville) renfourché le cheval de l'«apolitisme» dit Centriste de droite qui d'ailleurs se marie de mieux en mieux avec la politique de «bon gestionnaire» de «gauche».

Au moment où une lutte des travailleurs principalement immigrés de Léon Grosse est tentée d'être étouffée «par la droite» (chiens policiers et autres mesures de «choc») et délaissée par la «gauche» parce que – pour les deux cas –lutte gênante (à gauche on nous dit «vous comprenez c'est compliqué c'est pas des travailleurs comme les autres, ils sont pas dans la même situation ce sont des immigrés alors faut être prudents et puis ... on s'est peut-être trompé dans l'analyse de départ. Nous étions devant un patron de choc... qui connaissait bien les lois ...sic un «chef» CFDT)...

Au moment de cette lutte Pradel doit se retourner dans sa tombe. Il doit trouver décidément ces gens bien gênants lui qui suite à leur lutte dans des baraquements-bidon-villes à Feysin et ailleurs avait tout fait pour les recaser dans des cités de transit et autres foyers «sociaux», lui qui tirant prétexte que certains logements étaient vétustes a tout saccager dans le centre de Lyon à la Part-dieu et ailleurs !

Faut dire que dans cette Part-Dieu il y avait et il y a encore «dans le vieux» une vie populaire ! Alors ça ! évidemment ! c'est dangereux ! ... La «gauche» d'ailleurs vient de s'en soucier le comité de quartier étant plus efficace que nos maires et députés et sénateurs de «gauche» (Mais quand on aura le pouvoir !...vous disent-ils !)... on vient d'apercevoir un graphiti à l'orée d'une fosse de chantier contre le «grand capital et les spéculateurs...» graphiti signé du parti révisionniste français ! C'était sans doute pour sonner le glas à Pradel et... Hé!Hé! faut bien pensez à la suite !... Remarquez qu'ils y sont pour rien ces «pauvres gens» «responsables» de gauche ...ils se contentent de gérer les banlieues du style de Vénissieux aucien plateau herbeux où l'on trouve «une grande tour, une petite tour, une grande tour une petite tour» (chiffrée faut dire qu'il y en a !) le tout avec une rue Gagarine et – ce qui est plus injurieux une rue Lénine !) ... Côté agréable quand le vent est bien orienté, les «odeurs » et«émanations chimiques des usines Rhône Poulenc et Cie viennent parfumer les environs !... C'est sans doute pour que les travailleurs soient proches de leurs «habitations» ...(Y a aussi Berliet qui n'est pas loin : ça facilite l'entassement !)... Il paraît qu'ils y peuvent rien nos «élus» «communistes» ...

Apparemment les seules élections , c'est pas la solution !

la France des luttes

PTT-Télécoms

Faire échec aux manœuvres de la bourgeoisie et des directions syndicales

Organiser la lutte de masse dans les services dits publics

Les Télécoms sont devenues un secteur de grand profit pour la bourgeoisie. Les cadences de travail se sont accrues dans de telles proportions que l'édifice commence à se lézarder. Le mécontentement est très profond et peut rapidement s'exprimer dans des luttes de grande envergure.

Jusqu'à ces dernières années, d'importants investissements ont été nécessaires pour moderniser le réseau et le préparer à desservir un grand nombre d'abonnés. L'automatisation intégrale du réseau téléphonique a été essentiellement autofinancée.

Puis la situation nouvelle permettant la réalisation de profits immédiats, la formule de financement a évolué.

De plus en plus, sous couvert d'emprunts publics, les banques et groupes financiers ont investi à des taux très lucratifs.

Les emprunts sont tellement rentables qu'ils sont en général clôturés immédiatement après la date d'ouverture. Il est même arrivé que dans certaines villes ils ne soient pas ouverts au public.

Les bénéfices du Télécom disparaissent dans des investissements de fond non rentables rapidement et créent ainsi un déficit artificiel. Les caisses publiques investissent sous la direction et le contrôle des groupes financiers dans des secteurs non concurrentiels et leur laisse le gâteau.

Les services dits «publics» sont à la botte des monopoles

C'est une leçon à méditer pour les travailleurs qui s'illusionnent sur le Programme commun. Dans la société capitaliste, des services dits «publics» sont à la botte des monopoles. La nationalisation des groupes financiers ne peut rien changer, sinon accroitre le caractère monopoliste des capitalistes. La notion de service public en régime capitaliste a pour but de camoufler la nature de classe du régime. Quand les centrales syndicales appellent à défendre cette image des PTT, elles dédouanent les monopoles.

Par contre, la juste voie consiste à lutter pour la défense des acquis en premier la sécurité de l'emploi et la création de nombreux emplois nécessaires.

La lutte pour la création des emplois est en opposition totale avec le projets de la bourgeoisie. Celle-ci d'une part essaie de développer la notion de «mobilité du personnel», «déplacements dans l'intérêt du service», qui permet une rationnalisation plus grande de l'exploitation des travailleurs. Pour briser toute résistance dans ce secteur stratégique, elle introduit l'emploi d'entreprises sous-traitantes dont les employés, à travail égal, ont des salaires inférieurs, aucune stabilité d'emploi et éprouvent actuellement des difficultés à s'organiser pour défendre leurs intérêts. Tout cela aura pour conséquence l'utilisation du personnel PTT qui diminuera dans les années à venir comme agents de surveillance et d'encadrement.

Opération «licenciement des auxiliaires»

Pour faire aboutir ces projets, la bourgeoisie considère comme nécessaire, le licenciement des auxiliaires. L'opération a été planifiée de longue date. Depuis plusieurs années l'embauche d'auxiliaires se fait sous contrat à temps limité (en général 3 mois, renouvelables au bon goût de l'administration). Mais parmi les 70 000 auxiliaires à plein temps, une majorité a été embauchée avant l'entrée en vigueur du contrat.

Alors l'adminstration a trouvé une solution : parlant de titularisation, elle propose un examen à tous les auxiliaires ayant plus d'une année d'ancienneté. Examen dont la CGT dit que 80 à 90 % de candidats sont reçus. Mais pudiquement administration et centrales syndicales font le silence ou passent rapidement sur un fait capital : *ou, quand et comment seront opérées les titularisations ?*

En fait :

1) Les auxiliaires qui n'auront pas présenté cet examen ou qui auront échoué, seront licenciés avec «bonne conscience».

2) Ceux qui l'auront réussi, recevront des propositions de nomination en général inacceptables, dans des régions très éloignées de leurs résidences. S'ils refusent, ils seront licenciés. Quand on sait que la raison essentielle de l'auxiliariat dans les PTT est le légitime désir de travailler et de vivre au pays, les auxiliaires qui ont parfois 10 à 15 ans d'ancienneté vont faire face au chantage des licenciements. Cet examen est d'autant plus une escroquerie que la loi prévoit la titularistion des auxiliaires qui ont quatre années d'ancienneté.

L'administration viole cette loi qu'elle avait concédée pendant les luttes des années 50. On voit donc que les auxiliaires vont être au centre des grandes luttes.

Les directions syndicales traitent la question par le silence, la division ou le pessimisme. Quand elles en parlent, c'est au milieu d'autres questions et de manière ambigüe, jouant la division auxiliaires-titulaires.

En 68 et 74, les auxilaires ont été souvent en première ligne des luttes. Pourtant, les syndicats leur recommandent souvent de ne pas faire grève pour ne pas subir la répression.

Si les auxiliaires ne font pas grève, ils justifient l'absence d'action concertée sous prétexte que les auxiliaires ne sont pas combatifs. Les marxistes-léninistes doivent adopter une position de classe très claire : *non aux licenciements, titularisation des auxiliaires dans les emplois occupés, et création d'emplois.*

Si les revendications sont claires, les auxiliaires, en comptant sur leur propre force, unis par des mots d'ordre précis, vont engager des luttes pleines de détermination.

Les dirigeants révisionnistes et réformistes auront alors beaucoup plus de mal dans leur tentatives de récupération et mener le mouvement dans l'impasse. Les auxiliaires n'ont rien à perdre et tout à gagner dans la lutte unie. Une caractéristique importante chez les travailleurs des PTT est l'expérience de la lutte de classe et de la lutte antirévisionniste acquise en 68 et 74.

Briser l'isolement organiser la lutte de masse

Ce n'est pas un hasard si les cellules du PCMLF se développent dans ce secteur. Une des conditions pour engager la lutte victorieuse est la nécessité vitale de coordonner nationalement la mobilisation.

Il faut briser l'isolement soigneusement entretenu par les syndicats entre bureaux, villes et régions.

Désormais le développement du courant antirévisionniste et l'implantation des marxistes-léninistes sont des conditions permettant d'engager une lutte intransigeante à la base dans les sections syndicales pour de justes revendications, exiger des rassemblements de masse des auxiliaires au niveau des bureaux des villes et des régions.

L'unité à la base et dans l'action est la juste tactique qui va mobiliser les auxiliaires contre les sales projets de la bourgeoisie, c'est la tactique qui démasquera et isolera les directions syndicles en les empêchant de récupérer et de liquider ce mouvement de masse.

Non à tout licenciement !

Titularisation des auxiliaires !

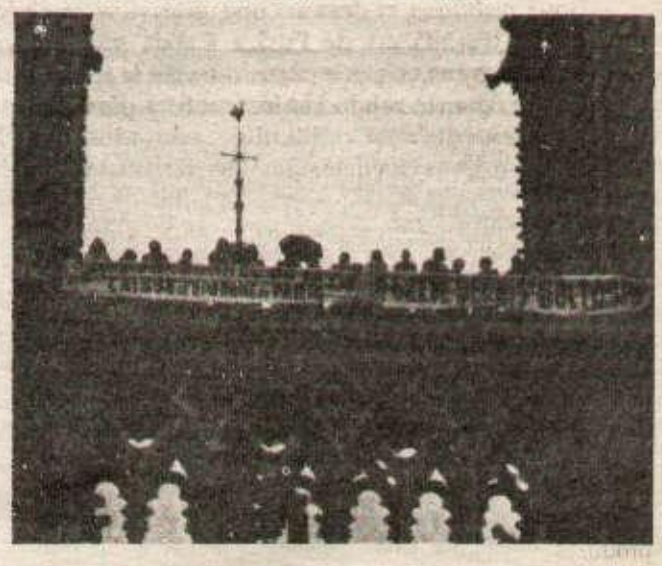
Un travailleur des PTT

Samedi

Les Ecureuils ont manifesté à Notre Dame de Paris

C'est en assemblée générale que les travailleurs de la Caisse d'épargne de Paris avaient décidé du principe d'une action-éclair. Tout d'abord une trentaine d'entre eux sont montés en haut de Notre-Dame, ils ont déployé une grande banderole et balancé des tracts. Pendant ce temps, 250 à 300 de leurs camarades se sont rassemblés sur le parvis de Notre-Dame, juste après leur assemblée générale (voir photo).

Vendredi après-midi, les «écureuils» avaient manifesté à l'Opéra pour populariser leur lutte.



RECTIFICATIF

Dans notre dernière édition, nous avions titré à la page une : «Les écureuils ont manifesté à Notre-Dame de Paris». Or, la brève information qui devait figurer à cette page a dû être enlevée — faute de place — ce qui rendait ce titre totalement incompréhensible. Nous reproduisons ci-dessus l'information qui était prévue ; et nous nous excusons auprès des travailleurs de la Caisse d'épargne et de nos lecteurs de cette erreur regrettable.

PARIS

GREVE AU CENTRE DE CHEQUES POSTAUX BOURSEUL

Le 7 décembre à 14 h 30, les employées du centre de chèques postaux Bourseul à Paris se sont mises en grève. Les agents terminaux (TO) devaient en effet effectuer un travail de vérification (GV), ce qu'elles ont unanimement refusé.

Le chef du centre leur ayant opposé une fin de non-recevoir («Travaillez, on discutera après !»), la grève a été décidée sur le champ ainsi qu'une délégation de masse à la direction. Ce qui fut entrepris aussitôt. Mais là, elles devaient attendre ces messieurs de la direction qui, pendant ce temps, sablaient le champagne avec le secrétaire d'État aux PTT, à Nanterre.

Ces travailleuses refusent la suppression d'emploi et la «polyvalence» qui permettrait à l'administration d'écouler le trafic avec le personnel réduit soumis à un rythme de travail encore plus intense !

Un bel exemple de la combativité bien réelle qui existe chez les travailleurs et les travailleuses soumis à l'exploitation capitaliste dans le secteur public aussi bien que privé.

Correspondant HR

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à E 109
24 rue Philippe de Girard 75 010 Paris
Prix : 30 F

la France des luttes

Cabot (Berre)

Une grève victorieuse contre la répression antisyndicale

Le piquet de grève.

Nous publions ci-dessous une interview réalisée par notre correspondant auprès des travailleurs de l'usine Cabot sur le déroulement et les enseignements d'une grève engagée pour imposer la réintégration d'un délégué syndical licencié. Ce compte-rendu est instructif à plus d'un titre.

En décidant la grève illimitée, reconductible chaque jour, pour exiger la réintégration d'un licencié, les ouvriers et employés de Cabot ont fait preuve d'une conscience de classe exemplaire. Compter sur ses propres forces, sur l'unité des masses par l'intermédiaire d'une conduite démocratique de la lutte (assemblées générales, combinées à un comité de grève dirigeant) sont des caractéristiques essentielles de la lutte classe contre classe dans les entreprises. Ne pas s'en remettre au droit bourgeois (par exemple la loi en matière de «protection» des délégués) mais compter avant tout sur l'action des masses, de même que consentir des sacrifices (pertes de salaires non récupérées) pour défendre collectivement un travailleu. licencié c'est faire preuve d'idéologie prolétarienne.

Bien sûr l'interview montre également qu'il y a toujours des illusions et des conceptions erronées à combattre à partir de l'expérience pratique des masses : par exemple, compte tenu des rapports de force, à quoi sert un piquet de grève s'il ne s'oppose pas à la poursuite de l'activité de l'entreprise (libre entrée des camions) ?

Mais laissons la parole aux travailleurs.

L'usine Cabot est une usine aux capitaux 100 % américains. Elle fabrique du noir de fumée (sert pour les pneumatiques, etc.) et sa production est importante pour l'industrie française (entre 50 et 75 % de la demande). L'usine compte 205 personnes à Berre et un siège social à Paris. La grève des travailleurs de Cabot a duré du 4 octobre soir au 12 octobre matin, soit 7 jours.

Pouvez-vous faire un historique de la lutte ?

Deux copains délégués, alors que l'usine était en arrêt technique depuis 3 semaines, ont refusé de faire des heures supplémentaires. Le travail qui leur était demandé ne présentait pas de caractère urgent, ni ne présentait de danger pour le personnel et il aurait pu être accompli le jour suivant pendant les heures normales.

Le 4 octobre à 16 heures, un délégué est appelé par le nouveau chef du personnel qui lui signifie sa mise à pied en attendant son licenciement.

A 17 heures, le personnel de Cabot réuni en assemblée générale, décide à l'unanimité la grève illimitée pour la levée de toute sanction envers le délégué, le paiement des heures de grève. Le 5, grève totale, avec environ 180 personnes malgré le portail grand ouvert, et la position de la CGC qui refuse la grève.

Quelle organisation avez-vous adoptées ?

Dès le début, nous avons organisé un comité de grève avec la section CFDT (majoritaire) et une partie de la CGC. Nous faisions des assemblées du personnel tous les jours pour faire participer les gars aux décisions que leur soumettait le comité de grève. Pendant les périodes creuses, quelque 80 personnes y participaient et pour toutes les grandes décisions (la grève, propositions des grévistes ou de la direction, reprise du boulot) de 123 à 130 personnes.

Quels ont été les moments les plus difficiles de votre lutte ?

Notre principale difficulté a été le premier matin de la grève lors de l'arrivée du personnel administratif (avec le car). Si nous ne les convainquions pas ce jour, nous ne les aurions plus eu avec nous. Nous leur avons expliqué pourquoi nous faisions grève et ils se sont joints à nous...

Quels changements la grève a-t-elle apporté dans les rapports entre travailleurs ?

Les travailleurs ont resserré leurs liens, ils se sont plus unis...

Il y a surtout le fait que les ouvriers (surtout les postés) ont véritablement fait connaissance avec les administratifs et ont appris à mieux se connaitre entre eux.

Quelles ont été les manœuvres du patronat et de leurs laquais pour briser votre grève ?

D'une part, la direction a donné de fausses informations à la CGC. Il y a également les responsables CGC qui ne donnaient pas d'information à leurs adhérents et faisaient des pressions sur les agents de maitrise pour que ceux-ci ne participent pas à la grève...

En fait la CGC a perdu toute influence auprès des agents de maitrise.

D'autre part, il y a eu les pressions de la direction et de certains cadres lors des piquets de grève pour nous faire reprendre.

Quelles formes de luttes avez-vous employées ?

Nous avons décidé en assemblée générale de la grève illimitée avec piquet de grève, avec le libre passage pour les camions qui voulaient charger. Ce sont les cadres qui ont chargé les camions en entrainant beaucoup de casse. Nous avons fait une popularisation la plus large au sein de l'USICEB (*), auprès de la métallurgie, des UL, sur la place de Berre le 7 octobre, etc.

Quels sont les résultats de votre lutte ?

Nous avons acquis la réintégration du copain licencié avec seulement une lettre de réprimande du chef de service.

Nous avons pu avoir un entretien avec le conseil d'administration (1e fois qu'on y arrive) et indirectement le licenciement du chef du personnel...

Nous avons repris le travail après 7 jours de grève. Celle-ci a été positive pour le personnel et pour le syndicat. Elle a montré que les rapports de force étaient pour les travailleurs.

Le syndicat USICEB-CFDT
section de Cabot
et correspondant HR.

(*) Union des syndicats de l'industrie chimique de l'étang de Berre (nouvellement créé).

Loudéac (Côtes du Nord)

LUTTE DES PARENTS D'ELEVES D'UNE ECOLE MATERNELLE

Loudéac est une petite ile du Centre-Bretagne, industrialisée depuis peu. Quelques grosses usines cependant : Olida, installée depuis une dizaine d'années, Frigo-Scandia et la CGEF (toutes deux industries du froid) récemment. La classe ouvrière, d'origine rurale, a fait parler d'elle chez Olida en début d'année, lors du tour de Bretagne de Chirac. C'est avec beaucoup d'«entrain» qu'elle le reçut.

Depuis la rentrée scolaire, les effectifs d'une école maternelle de la ville dépassent les normes fixées par le ministre de l'Éducation nationale (40 élèves par classe), les parents affiliés à la Fédération Cornec, ont engagé une action pour obtenir une 7e maitresse.

Installation d'une classe sauvage à la mairie

Des démarches auprès de l'inspection académique n'ayant rien apporté (comme il fallait s'y attendre), les parents ont décidé d'organiser une classe sauvage qu'ils assurent eux-mêmes, par roulement. Cette classe regroupe tous les «exédentaires».

Pour montrer leur détermination, ils ont même installé pendant une journée cette classe sauvage à la mairie.

En cette période pré-électorale, les communiqués de soutien au mouvement des parents se sont succédés.

Soutien de la «gauche» (PC, PS) qui en asssemblée générale des parents, n'hésite pas à faire passer sa camelote pour le Programme commun.

La CFDT apporte aussi un soutien, mais plus militant, par l'entremise du SGEN-CFDT qui, le 2 décembre a fait grève avec les enseignants du SNI — maternelles et primaires — Le SNI-PEGC du CES n'a pas fait grève car il considère que le problème ne les touche pas directement !

L'UDR, *«très sensible aux problèmes de l'école»*, n'a pas été en reste, puisqu'elle a apporté aussi son appui moral aux parents.

Même le député réactionnaire local Glon, y est allé de son refrain ! Une délégation de parents reçue par le préfet s'est entendue dire que ce dernier compatissait mais que *«l'école maternelle n'était pas obligatoire»*.

Cette objection n'a pas découragé les parents qui ont décidé de ne pas envoyer en classe leurs enfants, lundi 29. Le succès fut total : la grève dans les écoles maternelles et primaires de la ville fut suivie à 100 %.

La détermination est grande, et les parents ont décidé de continuer leur mouvement sous des formes différentes jusqu'à l'obtention du 7e poste.

De cette lutte exemplaire se dégagent de nombreux aspects positifs :

— beaucoup de parents ont compris que sans lutte l'espoir de vaincre était nul. De plus certains sont aujourd'hui, mieux à même de comprendre les luttes ouvrières.

— elle leur a ouvert les yeux sur les manœuvres pré-électorales de l'UDR, et des «zélus» de gauche du conseil municipal de Loudéac (7 sur 21), qui, eux n'ont pas pris position.

— la classe sauvage a permis à des mères de famille de sortir de leur ghetto de femmes au foyer, et a démontré que lorsqu'on se bat pour un idéal juste, on peut se dépasser : elles ont osé faire classe !

Parents et maitresses de l'école maternelle déclarent aussi que les rapports entre eux (impersonnels avant la lutte) ne seront plus les mêmes.

Bien sûr, il y a aussi des aspects négatifs :

L'Union de la gauche (représentée par des parents au bureau de la Fédération Cornec) vante les bienfaits d'un hypothétique gouvernement de gauche qui, s'il était en place, aurait déjà réglé le problème !

De même, les attaques lancées contre l'UDR (à propos de son soutien) par le président départemental de la Fédération Cornec ne sont que l'avant-goût des bagarres que vont mener entre eux les différents clans de la bourgeoisie pour les élections.

Démasquer les mystificateurs de l'Union de la Gauche

Mais ce qui parait plus dangereux, c'est que dans la perspective des élections les défenseurs de l'Union de la gauche n'ont pas tenté de freiner le mouvement. Il est vrai que face à la masse ils savent encore parfois apparaitre comme des «purs et des durs» dans le but de mieux faire passer leur politique mystificatrice.

Il est nécessaire de combattre ce faux soutien, et de dévoiler les buts politiques inavoués poursuivis par cette fausse «gauche».

Seule l'action résolue des parents fera plier l'éducation nationale, le préfet.

Correspondant HR.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 — La Source

Fougères

Procès de la Confédération Syndicale du Cadre de Vie

Les travailleurs accusent Schweppes

Le lundi 29 novembre se déroulait au Palais de justice de Rennes le procès de la CSCV (ex APF) Rappelons brièvement les faits : en juin dernier, la CSCV de Fougères distribue un tract sur les additifs contenus dans les produits alimentaires, et met en garde les consommateurs contre le danger que représentent ces produits pour la santé. Au verso de son tract, elle reproduit le guide des additifs distribués à l'hôpital de Villefjuif. Le E.330 est cité dans ce guide comme étant le plus dangereux, et Schweppes comme exemple d'utilisateur de ce produit. Schweppes attaque.

Nous ne reviendrons pas ici sur cette fameuse histoire du guide distribué à Villejuif et dont on ne sait toujours pas qui est l'auteur. Nous ne reviendrons pas non plus sur le fameux E.330, considéré à ce jour comme non-dangereux par les toxicologues : l'utilisation de l'hexachlorofène et de l'amarante était elle aussi autorisée, jusqu'au jour où, sous la pression des consommateurs, ils ont été interdits ! TOUT CECI NE CONSTITUE EN FAIT QUE LE PRETEXTE SAISI PAR LA BOURGEOISIE POUR ATTAQUER la CSCV de Fougères au procès.

Schweppes ne s'est pas contenté d'attaquer sur le verso du tract qui s'en prenait à lui, mais à aussi violemment reproché à la CSCV de Fougères son analyse de fond.

«Les colorants donnent aux produits un bel aspect qui attire le client et l'incite à acheter et acheter toujours plus pour consommer davantage... et cela pour engraisser les trusts que favorise le capitalisme.»

Une tentative pour museler les travailleurs

Schweppes a reproché au procès à la CSCV de ne pas avoir respecté son «obligation d'objectivité». Depuis quand les associations et organisations syndicales ont-elles le «devoir» d'être «objectives» ? La bourgeoisie est-elle objective, elle ? A-t-on jamais vu bourgeoisie et travailleurs faire la même analyse «objective» du chômage, ou de la hausse des prix, ou de la répression ? Ce qui prouve bien que l'objectivité, ça n'existe pas : selon qu'on se place du côté de la bourrgeoisie ou du côté des travailleurs, l'analyse est différente ! Et quand vous saurez que cette idée «d'obligation d'objectivité» pour les associations et organisations syndicales vient tout droit du CNPF, vous comprendrez ce qu'elle vise : l'interdiction pour les travailleurs d'exprimer leur opinion, de dénoncer l'exploitation dont ils sont victimes. Pendant ce temps là, bien sûr, la bourgeoisie continuerait à faire ses analyses «objectives» ! La CSCV est la première organisation syndicale à être assignée devant un tribunal pour un tract. Sa condamnation créerait un dangereux précédent car elle ouvrirait le voie à d'autres condamnations de ce genre.

Nous sommes ici en face d'une atteinte au droit d'expression et d'opinion, et d'une tentative de muselage des travailleurs, dont la CSCV serait la première victime.

Les travailleurs-consommateurs ne sont pas prêts à se taire

La meilleure preuve en est la manifestation organisée à Rennes par la CSQV le jour du procès : des délégations venues de toute la Bretagne ont pris la parole lors d'un meeting organisé à l'intérieur du Palais de justice pendant le procès. Elles ont montré que partout, la lutte sur les quartiers s'organise, contre les charges, le démarchage à domicile, etc. Soulignons la présence d'une délégation des ouvriers de chez Réo qui a pris la parole lors du meeting pour apporter son soutien à la CSCV. La manifestation qui s'est déroulée ensuite dans les rues de Rennes témoignait de la combativité de ses participants qui ont défilé aux cris de :

«On veut savoir ce qu'on avale !»

«Le gel des prix, du baratin !»

L'organisation des travailleurs sur leurs quartiers : une force qui monte

Conscients que l'oppression sévit sur le lieu de travail comme sur le quartier, dans la vie de tous les jours, au niveau du logement, de la santé et de l'école, les travailleurs se mobilisent pour la lutte.

Et la bourgeoisie l'a bien vu. Elle a empêché une partie de la manifestation de rentrer dans le Palais de justice, tandis qu'elle filtrait l'entrée de la salle d'audience, prétendant qu'elle était pleine, ce qui était faux.

Le jugement n'a pas été rendu.

Poursuivons et développons notre lutte :

– Contre la répression syndicale.

– Contre le profit capitaliste sur le lieu de travail comme sur le quartier.

Correspondant HR

Les handicapés réclament leurs droits

24 associations d'handicapés dont l'Unapei (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés) et l'APF (Association des paralysés de France) réclament l'application effective de la loi d'orientation du 30 juin 1975.

Jusqu'à présent, disent-elles, le nouveau système d'allocation n'a pas apporté d'amélioration aux difficultés des handicapés : très peu d'adultes y ont gagné sauf certains célibataires, et un nombre non négligeable d'handicapés voît ses revenus diminuer et même disparaitre : les jeunes entre 16 et 20 ans, ceux qui changent de situation ou se marient, les étrangers.

La loi d'orientation déclarait bien entendu que personne ne toucherait moins qu'avant. Mais sur les 40 décrets qui devraient paraitre avant décembre 77, 15 seulement, comme par hasard, sont parus jusqu'à présent.

Les Commissions départementales d'éducation spéciale intéressant les enfants jusqu'à 20 ans, commencent seulement à se mettre en place. Dans de nombreux cas le versement des allocations d'éducation spéciale n'a pas encore été effectué : 3 000 dossiers attendent à Paris et 2 000 dans le Val de Marne. D'autre part, les Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel pour les adultes ne sont pas constituées dans la plupart des départements.

Aucune mesure pour les adultes ne peut donc être prise actuellement.

La loi d'orientation devait soi-disant améliorer les conditions de vie des handicapés. Mais on constate qu'aucun crédit n'est prévu dans le budget du ministère du Travail en 1977 pour doter des commissions qui n'exigent d'ailleurs souvent pas de moyens financiers.

Ni plan Barre, ni programme commun !

Dans le cadre de la lutte menée contre le plan Barre et aussi contre le plan de rechange capitaliste que proposent les révisionnistes le «Programme commun», nos militants préparent d'ores et déjà des réunions publiques.

Un meeting-débat a lieu à Créteil dans le Val de Marne, dimanche. Nous annoncerons en outre dans notre prochaine édition une réunion publique qui se tiendra à Bretigny-sur-Orge, dans l'Essone vendredi soir.

MEETING - DEBAT A CRETEIL

à l'appel de l'Humanité rouge
dimanche 12 décembre – 15 h 30
17, rue Emmanuel Chabrier (derrière le centre social Kennedy) Créteil-Montmesly

– Montage diapo sur les luttes classe contre classe et la dictature du prolétariat.
– Débat
– Crèche
– Témoignages d'ouvriers

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Le calendrier Une arme politique pour la souscription de masse !

Nous avons parlé hier de la nécessité de développer la souscription de masse.

C'est dans le but de lui donner un «support», un instrument politique pour y contribuer que nous avons édité le calendrier. N'hésitez donc pas, camarades, amis et lecteurs, à le demander et à vous en servir sans tarder en cette période de fin d'année. La vente militante de ce calendrier permettra à des milliers de travailleurs de soutenir financièrement le quotidien tout en affichant chez eux un calendrier dont les illustrations reproduisent pour chaque mois les luttes menées en France et dans le monde par le prolétariat et les peuples révolutionnaires.

Cette vente, aux portes des usines, sur les marchés, au porte à porte, doit être reliée à la diffusion de masse du quotidien, aux réunions publiques «Ni plan Barre, ni Programme commun» etc.

Il faut largement expliquer bien sûr comment elle s'inscrit sur le plan financier dans la campagne de soutien politique au quotidien. Rappelez-vous également, chers amis et lecteurs, qu'en précisant «règlement calendrier» dans les sommes versées pour les commandes vous permettrez à l'administration de faire elle-même le décompte de la part, environ 7 F par calendrier, qui revient à la souscription.

Vous pouvez également vous servir de la même manière de cartes postales ayant pour thème la lutte révolutionnaire et dont le prix unitaire est de 2 F ainsi que de classiques du marxisme-léninisme des Éditions de Pékin.

Nous avons déjà reçu des nouvelles fort encourageantes au sujet de la vente militante des calendriers. Ainsi les militants de Créteil en ont diffusé rapidement dès sa parution une vingtaine d'exemplaires ce qui représente donc déjà une souscription de 140 F.

Poursuivons la bataille financière pour que vive l'Humanité rouge.

MARS 1977

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

culturel

Un peu d'histoire

Qui était le groupe Manouchian ?

Un ouvrier nous écrit

On parle beaucoup en ce moment du groupe Manouchian à propos de la sortie du film «L'affiche rouge». Venant de terminer un livre consacré en partie à leur combat, je voudrais expliquer aux lecteurs du quotidien qui ils étaient !

Dès le début de l'occupation hitlérienne, des immigrés rejoignirent les rangs de la Résistance. Au moment de la Libération, leur nombre atteignait 40 000. Nombre d'entre eux ont donné leur vie aux côtés de leurs camarades français montrant que pour eux le fascisme est l'ennemi de tous les peuples et de tous les ouvriers.

C'est au début 1943, que le Haut-commandement des FTP (Francs-tireurs partisans) confia au commandant Manouchian le soin d'organiser et de commander l'ensemble des FTP immigrés de la région parisienne. Pour mesurer l'ampleur de la tâche, il faut se souvenir qu'en 1943, un résistant parisien ne tenait pas plus de 3 mois tant la répression était féroce. Pourtant Manouchian et ses amis tinrent plus de 9 mois jusqu'à leur arrestation en novembre 1943. Parmi leurs actions d'éclat, il faut citer :

— l'exécution du général commandant la place de Paris, Von Schaumburg

— l'éxécution de Julius Ritter, le négrier qui déporta 650 000 ouvriers en Allemagne

— plus de cent attentats à la grenade, à la mitraillette et à l'explosif

— des centaines d'Allemands tués

— des dizaines de déraillements.

Manouchian et ses 22 compagnons furent torturés pendant trois mois. Pas un mot ne sortit de leur bouche qui puisse trahir leurs camarades. Ils furent condamnés à mort le 21 février 1944 et fusillés le jour même.

Ne pouvant les citer tous, voici quelques-uns des combattants du groupe Manouchian.

Manouchian tout d'abord. D'origine arménienne, il arrive en France en 1925 à 19 ans. Il est ouvrier chez Citroën puis menuiser avant de devenir rédacteur en chef d'un journal arménien. En 1934, il adhère au Parti communiste. Il est arrêté le 1er jour de la guerre et interné 3 mois à Fresnes. Arrêté de nouveau après l'armistice, il est une nouvelle fois libéré. Fin 1942, il adhère aux FTP.

Il est arrêté le 16 novembre 1943. Fier et calme, confiant dans la victoire de la liberté et de la justice, sûr de l'inéluctable écroulement du fascisme, il tomba au cri de «Vive la France» sous les balles hitlériennes le 21 février 1944. Dans sa dernière lettre il écrivit à sa femme : «Je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand».

Olga Bancic, la seule femme du groupe arrêtée. Née en Roumanie en 1912, elle commence sa vie d'ouvrière à 14 ans. A 15 ans, c'est sa première grève. A 16 ans, elle est arrêtée et battue par la police. Elle adhère aux Jeunesses communistes et aux côtés de son mari, organise les jeunes ouvriers roumains. En 1932, après une manifestation contre l'avénement d'Hitler elle est de nouveau arrêtée à Bucarest. Libérée, elle est peu de temps après remise en prison pour 2 ans. Sa peine terminée, elle est obligée de venir en France où naitra sa petite fille Dolorès. Dès le début de l'occupation, elle participe à la Résistance. Elle fabrique des explosifs, et prend part aux actions. Arrêtée, ni les tortures ni la peur de la mort ne la feront parler. Elle est condamnée à mort en même temps que ses camarades. Mais, sous prétexte d'un supplément d'enquête, elle ne sera pas fusillée le jour-même. On la torturera 3 mois encore. Le 10 mai 1944, le jour de son trente-deuxième anniversaire, elle est décapitée à la hache à Stuttgart.

joseph Boczov, Roumain. Lorsqu'éclate le coup d'État fasciste en Espagne, il parcourt 4 000 km pour s'engager dans les Brigades internationales, où il fera preuve d'un courage inouï. Dans la Résistance, il est le spécialiste du déraillement. Ne pouvant se procurer de mèche Bickford, il en fabriquait avec des lacets de chaussure de football. Il transforme les mines antichar en mines antitrain.

Alfonso Celestino, Espagnol. Ancien lieutenant de l'Armée républicaine espagnole. C'est lui qui exécuta Von Ritter et Von Schaumburg.

Rayman Marcel, Polonais, 21 ans, rejoint les FTP en septembre 1942. Il avait une foi extraordinaire dans son combat et dans la vie. Ainsi à quelques heures de son exécution, il écrivait à sa mère : «J'aime tout le monde et vive la vie, que tout le monde vive heureux».

N'est-ce pas là une grande leçon de courage et de volonté que de croire encore au moment de mourrir en la force de la vie ? N'est-ce pas là une grande leçon pour nous aujourd'hui qui, parfois, devant la moindre difficulté, courbons le dos et doutons de tout ?

Je pourrais encore citer Fontano l'Italien, Wazsbrot, le Polonais, ou Luccarini, jeune ouvrier italien qui écrivait quelques heures avant son éxécution, la veille de ses 22 ans : «La plus grande preuve d'amour, c'est de donner sa vie pour ceux qu'on aime. Soyez aussi courageux que moi».

Mais il faudrait des pages et des pages pour citer tous ces valeureux combattants antifascistes. La classe ouvrière les garde dans son cœur, ces Italiens, Polonais, Roumains, Espagnols, Hongrois, Arméniens, tombés dans la lutte antifasciste. Et l'affiche rouge que les Allemands placardèrent dans toute la France n'eut pour résultat que de galvaniser encore plus le cœur des ouvriers et leur montra la voie à suivre.

Qu'à nous aussi, en 1976, le groupe Manouchian nous inspire par son courage, sa discipline et sa volonté de vaincre.

Un ouvrier.

Un détachement armé de la Résistance contre l'occupant nazi.

Un chanteur «contestataire» expulsé de RDA

Les autorités est-allemandes ont décidé dernièrement de priver le chanteur Wolf Biermann de sa «nationalité de RDA» — autant dire qu'il est expulsé.

Il ne s'agit pas pourtant d'un opposant «inconditionnel». Certes il réclamait à cor et à cri dans tous ses poèmes une «libéralisation» du régime mais d'un point de vue trotskisant. Tout en critiquant un certain nombre d'aspects il ne cessait en fait de proclamer sa «solidarité critique» avec «ses camarades» de RDA.

Malgré cette opposition proche du «soutien critique», Biermann n'avait plus le droit de se produire en public depuis déjà une dizaine d'années.

Son expulsion montre que la clique de Honecker-Stoph ne peut tolérer la moindre critique d'où qu'elle vienne. Elle prouve à la fois le caractère social-fasciste du régime est-allemand et l'état d'isolement extrême dans lequel il se trouve.

32e Anniversaire de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE d'ALBANIE

Les comités de Lille et de Roubaix de l'Association franco-albanaise organisent une manifestation :

SAMEDI 11 DECEMBRE DE 14 H A 20 H.
Pavillon Saint-Sauveur, rue Saint-Sauveur
(derrière la mairie) à Lille

à 17 h 30, 2 conférenciers albanais et le secrétaire général de l'Association A.Behar, parlent de la place de l'Albanie dans le monde et du caractère socialiste de ce pays.

Diapositives, expositions, livres

VENDREDI 18 DECEMBRE, 20 h 30
Université de Haute Bretagne.
(amphi chateaubriand)
Avenue Gaston Berger. Rennes-Villejean
Programme

— Montage diapositives sur la politique d'indépendance de l'Albanie, de la Libération à nos jours.

— Intervention sur la situation géo-politique de l'Albanie, par le professeur Yves Lacoste, de l'Université de Paris VIII

— Intervention sur 32 ans de socialisme, par un spécialiste albanais.

— débat.

Toute la journée du 10 décembre, expositions, livres, dans la hall central de l'Université.

— Débat.

organisé par le comité de Rennes de l'Association des amitiés franco-albanaises.

Du 8 au 21 décembre

FESTIVAL EISENSTEIN

au cinéma Seine, rue F. Sauton (Mo Maubert).

LUNDI : Alexandre Newski
MARDI : Le cuirassé Potemkine
MERCREDI : La grève
JEUDI : La ligne générale
VENDREDI : Octobre
SAMEDI ET DIMANCHE : Ivan le Terrible

Du lundi au vendredi, séances à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30.

Samedi et dimanche, séances à : 14 h 30, 17 h 45, 21 h 00.

l'Humanité Rouge

Péchiney-Ugine-kulhmann (1)

Fer de lance de l'impérialisme français

L'union du capitalisme monopoliste avec le pouvoir d'état

Le 22 décembre 1971, les sociétés Péchiney-Kulhmann fusionnent, Ugine-Kulhmann apporte ses deux chimies :

– celle qui est liée à la transformation des métaux non-ferreux (aluminium par exemple) et qui sert à fournir ces branches en produits intermédiaires (le fluor, les acides phosphorique, nitrique, sulfurique ...)

– et celle des produits dérivés, qu'ils doient vendus comme produits intermédiaires (comme les foranes, les colorants ...) ou comme produits finis (engrais, pharmacie, encres, matières plastiques ...).

Elle apporte aussi tout le secteur des non-ferreux, en particulier les aciers spéciaux, où elle posséde une position dominante en Europe. Il faut ajouter l'importance des participations dans le nucléaire.

Mais c'est Péchiney, qui remplit principalement la «corbeille de la mariée», par sa puissance assise dans l'aluminium, ses participations dans le nucléaire, son internationalisation, ses débouchés, ses techniques et sa situation financière stable.

Pour Péchiney, la logique de la fusion est quadruple :

– concentrer le capital pour rechercher les superprofits et pour faire face aux crises de marchés aussi importants que ceux de l'aluminium ou du cuivre.

– Se renforcer dans le secteur de l'aluminium, ses produits semi-finis et chercher à ne plus avoir de contacts avec l'extérieur que pour le produit final... C'est ce qu'on appelle l'intégration verticale.

– Diversifier la production surtout vers les aciers spéciaux et le nucléaire, le nickel, le magnésium et le titane.

– Bénéficier de la chimie intermédiaire et des produits munéraux de base d'UK. Car on ne fait pas d'aluminium sans alumine, pas d'alumine sans soude, pas de soude sans chlore et quand on fait du chlore, on fait des dérivés chlorés.

Ainsi PUK DEVIENT LE PREMIER GROUPE INDUSTRIEL PRIVE EN FRANCE.

Puk, si l'on s'en tient à l'essentiel, c'est : 256 sociétés et filiales dans 40 pays : 460 usines ; 82 000 travailleurs en France ; 21 000 à l'étranger. (Tab.1)

Comment Puk est -il constitué ?

Chaque société est supervisée par la principale société de la branche industrielle dont elle dépend. Celle-ci est supervisée par la direction fonctionnelle de la holding (1) et dépend directement de la «direction de branche» et de la direction générale de la holding. Ces branches qui coiffent les diliales du groupe, comprennent :

– Aciers et électrométallurgie ; aluminium ; chimie ; produits spéciaux ; transformation du cuivre ; affaires d'Amérique et d'Australie. (cf tableau 2) ; affaires d'Afrique, d'Asie, de grèce, et du MoyeN-Orient ; département d'URSS.

DANS QUEL CADRE CETTE FUSION S'EST-ELLE OPEREE ?

Après le coup d'État de De Gaulle le 13 mai 1958, l'avénement de la 5e République marque une nouvelle phase de développement du capitalisme monopoliste d'État en France, en permettant aux monopoles de prendre en main *eux-mêmes* les postes clés de l'État sans intermédiaire. Parallèlement une collaboration permanente s'est renforcée entre l'État et le monopoles au sein des commissions diverses.

Le capital financier, comme l'indiquait Lénine, c'est *«la concentration de la production, avec comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie»*. Ainsi de 1957 à 1965, la Banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas) s'est occupée annuellement de 3 ou 4 opérations de concentration ; de 11 en 1966, de 28 en 1967. Cette banque a joué un rôle important dans les regroupements de la construction électrique autour de la CGE et de Thomson, de l'industrie des ciments ; dans la chimie autour de Rhone-Poulenc et Puk (en 1965, la société Ugine-Kulhmann n'a envisagé la fusion qu'après une intervention vigoureuse des banques : CCF, Paribas, Lazard). Actuellement cette banque est représentée au Conseil d'administration de plus de 300 affaires françaises et de nombreuses sociétés étrangères.

D'autre part les rapports qui préconisaient les regroupements des entreprises et l'aide de l'État à son développement se sont succédés.

Ce qui provoqua : la fusion de Pont-à-Mousson et de Saint-Gobain, absorption de Progil par Rhone-Poulenc, partage d'Antar entre Elf et CFP, absorttion de Pennaroya par Le Nickel, regroupement de Babcock-Fives et de Creusot-Loire, formation du groupe Puk.

Ainsi l'objectif du 5e Plan (constitution dans chaque branche d'un ou deux groupes de dimension mondiale) est pratiquement atteint.

De plus une collaboration permanente s'est instaurée entre l'État et ces monopoles. Un exemple : l'ex-PDG de Puk, P.Jouven est entre autres , président de l'Institut international de l'aluminium, administrateur de l'Université de Compiègne et membre du Comité Sudreau pour l'étude de la réforme de l'entreprise ; il a été régulièrement membre des commissions des 2e, 3e et 4e plans au titre de directeur de la compagnie Péchiney, et du 5e Plan au titre d'administrateur directeur général de la compagnie Péchiney.

EFFECTIFS SALARIÉS DU GROUPE PUK (décembre 1974)

FRANCE : 82 000

Dont principales sociétés :		salariés
Aluminium	Société Aluminium Pechiney	5 970
	Affimet	650
	Cégédur	6 750
	Forges de Crans	3 030
	Scal	2 440
	Cébal	3 980
Cuivre	Tréfimétaux	2 590
	Cuivre et alliages	2 700
Aciers	Ugine Aciers	7 380
Électrométallurgie :	Sofrem	2 716
	Metafram	860
	Ugine Carbone	2 330
Produits spéciaux :	Sers	1 000
	Céfilac	2 080
Chimie	PCUK	17 350
	Gésa	2 100
	Courrières Kuhlmann	454
	Pinolinor	1 224
	Lorilleux Lefranc	600
	Allulor	791
	Ugilor	933

ÉTRANGER : 21 000

Dont principales sociétés :		salariés
USA	Howmet	9 180
Espagne	Genosa	320
	Aluminio de Galicia	2 250
Grèce	Aluminium de Grèce	1 334
Italie	Trafileria e Laminatoi di metalli	2 340
Pays-Bas	Pechiney Nederland NV	760
Cameroun	Alucam	710
Argentine	Camea	1 280

Autres pays où PUK est implanté :

Europe : Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Norvège, Suède, Suisse, Turquie. — *Amérique :* Brésil, Canada, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela. — *Asie :* Chine, Corée du Sud, Inde, Iran, Japon, Liban. — *Afrique :* Algérie, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Maroc, Niger, République centrafricaine, République de Guinée, Sénégal, Zaïre.

Tableau 1

Un autre exemple : le Conseil d'administration de Puk. Il est le plus nombreux de France : 24 membres, qui en 1972, sont au total, présents dans prés de 100 entreprises ou banques. On peut noter l'importance des liaisons avec le secteur de l'État (10 liaisons, dont F.Bloch-Lainé) ; avec la banque de Paris et des Pays-Bas (8 liaisons dont J. de Fouchier) avec le groupe de Suez (9 liaisons, dont Lamy et P.Grézel) ; avec la banque Rothschild (R. Fillon) ; avec Rhone-Poulenc (W. Baumgartner et E. Bizot) ; avec la CGE (A.Roux)...

Ainsi l'union du capitalisme monopoliste avec le pouvoir étatique apparait de façon plus qu'évidente. Tous deux ont comme finalité la recherche du profit maximum, la reproduction du capital. Puk l'assure tout d'abord par l'exploitation féroce des travailleurs, par la généralisation d'un volant de main d'œuvre, grâce au travail temporaire et le désinvestissement des secteurs non-rentables, d'où fermeture d'usines, et enfin par son implantation à l'étranger à cause de la réduction des coûts de production.

EXPLOITATION FEROCE DES TRAVAILLEURS

Les salaires

Prétendre que les alaires des travailleurs de Puk sont élevés, c'est un mythe. Même P.Jouven, ex-PDG de puk le dément : *«Le revenu hebdomadaire de notre personnel ne diffère guère de la moyenne nationale.»*

Mais comme dans d'autres grands trusts, les grilles de salaires varient comme les classifications, d'une société à une autre, d'une région à une autre. La multiplication de ces grilles et l'existence de points d'indice attribués à la tête du client font que rarement deux salariés, travaillant côte à côte, avec la même qualification et la même ancienneté, ont la même fiche de paie. Une véritable politique de division des salariés à tous les niveaux de la hiérarchie.

Mais regarder les salaires ne suffit pas, ce qui compte c'est l'ensemble des conditions de travail.

Conditions de travail

Travailler aux fonderies , c'est vivre fréquemment dans une chaleur de 50o et jusqu'à 70o en été. Sur les cuves d'électrolyse (d'aluminium ou de chlore) c'est vivre en permanence avec une température supérieure de 10 à 20o par rapport à la température ambiante quelque soit le lieu où l'on se trouve; c'est respirer une atmosphère dont la teneur en poussière varie entre 160.000 et 600.000 particules par litre'c'est respirer des vapeurs de fluor. Pour les piqueurs de cuves et les conducteurs de chariots, c'est subir des vibrations permanentes, être exposé lors des coulées à des bruits de 70 décibels ou utiliser des marteaux piqueurs sans silencieux...

Le travail continu

Depuis 1960, la majeure partie des usines de PUK ont été progressivement mises en continu. Une équipe du matin, une équipe du soir et une équipe de nuit. L'équipe du matin la première semaine, travaillera la semaine suivante le soir et la nuit celle d'aprés. Et ainsi de suite.

Ce qu'on appelle les 3X8 ou4X8 (3 ou 4 équipes faisant 8 heures). Mais il n'y a pas que les 3X8, il y a aussi les journées de 12 heures : une semaine de 3X12, l'autre de 4X12, de nuit et de jour alternernativement. Cela entraine que les ouvriers ont tous mal à l'estomac, soit qu'ils mangent à leur poste de travail, soit qu'ils avalent un plat avant d'aller dormir. Leurs conditions de travail, le mode de vie qu'imposent le 3X8 et les 3X12 rendent bien difficiles la vie de famille, la vie sociale.

Dans «Santé à Vendre» (numéro spécial de la revue Action de la CFDT, avril 1973) quelques témoignages de travailleurs le soulignent :

«O a de la bouillie dans le cerveau. En réunion on n'a pas ses esprits. On n'arrive pas à démonter les problèmes. Ou on roupille ou on est en furie. Il faut que ça chauffe avec le patron pour se réveiller».

Les travailleurs à ce rythme s'usent vite :*«Le travail de nuit, ça abrège la vie de dix ans»*. Et malgré les primes du travail posté (environ 25 % en plus) beaucoup demandent à changer.

A Cégédur «on peut changer de poste sans perte de salaire à partir de 25 ans d'ancienneté et 50 ans d'âge et à la fonderie à partir de 20 ans d'ancienntè et 50 ans d'âge. Mais avant, s'il sait qu'il va perdre du salaire, un travailleur hésitera à demander son changement, il va jusqu'au bout de ses forces». *(à suivre)*

(1) Holding : Société qui n'a pas d'activité de productions, mais gère des participations détenues dans différentes entreprises.

Tableau 2

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : ·· trimestre 1976